

Paris, capitale 04 FEV. 2008

du malthusianisme



Economie
Eric Le Boucher

Historiquement, une capitale attire les bras et les talents du pays entier. On y « monte » pour rencontrer les fêtes du pouvoir, des arts, des affaires, pour y tenter sa chance, travailler, inventer et briller à son tour. Ce destin de Ville Lumière, Paris l'a eu plus que toute autre pendant plus d'un millénaire. Sa force d'attraction a été nationale puis longtemps européenne, mondiale.

Depuis une dizaine d'années, on observe l'inverse. Paris perd ses emplois. Paris n'est plus le premier moteur de l'économie française. Paris expulse ses jeunes, au profit de la province mais aussi de Londres ou de Barcelone. Paris n'est plus que la capitale du malthusianisme français.

« *Quand je suis arrivé à la délégation à*

Paménagement du territoire en 1997, racontait Jean-Louis Guigou, il fallait taper sur

Paris. La capitale était encore accusée de s'enrichir aux dépens de la province tout entière qui gémissait d'être le "désert français". Il fallait tout faire pour empêcher les sièges sociaux de s'y installer. Nous étions dans l'idéologie de la ville synonyme de pollution, d'industrie, et pour tout dire de pollution, qui s'opposait aux belles valeurs de la ruralité. » Jean-Louis Guigou parvient à convaincre, partiellement, Lionel Jospin que Paris n'est plus en compétition avec Toulouse mais, dans la mondialisation, avec Londres, Amsterdam, New York ou Singapour. « Mais je me demande si ce n'était déjà pas trop tard. »

En effet. Un article saisissant de Laurent Davezies, professeur à l'université Paris - Val-de-Marne (à lire sur le site

laviedesides.fr), dresse un bilan « inquiétant » : L'Ile-de-France reste un des premiers lieux mondiaux de création des richesses, avérité l'auteur. Mais le mal gagne vite. Depuis dix ans, la région française a un développement économique inférieur à celui de la moyenne française, et la tendance s'accélère.

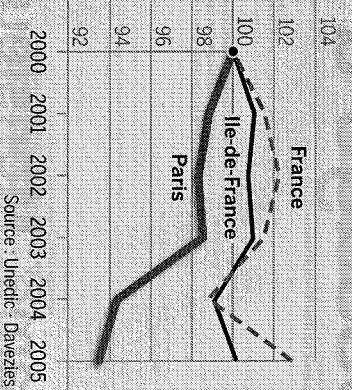
Depuis 2000, c'est la « chute » : l'emploi salarié tombe à Paris, se stabilise tout juste dans l'Ile-de-France autour de 5 millions d'actifs. Où progresse-t-il ? Dans l'Ouest atlantique où le Sud méditerranéen. Paris intra-muros perd 210 000 emplois de 1990 à 1999, et encore 50 000 de 1999 à 2004. Pour les emplois du privé, l'hémorragie est encore plus rapide : - 85 000 entre 2000 et 2005. C'est l'équivalent des effectifs employés en Corée, souligne Laurent Davezies, qui note un léger rebond en 2006, il est vrai (lire aussi du même auteur : *La République et ses territoires*, Seuil, 2008).

Le déclin de l'emploi parisien s'accompagne-t-il d'un enrichissement de ceux qui restent ? Non, au contraire. Le nombre de RMistes croît, de 2000 à 2004, de 11 % en province et de 25 % à Paris et en Ile-de-France. Moins d'économie, c'est moins d'emplois et plus de pauvres.

Comment est-ce possible ? « *C'est la grande centrifugeuse des classes moyennes* », explique Pierre Veltz, professeur à l'École des ponts et chaussées. Les activités et les actifs sont projetés à l'extérieur du périmètre parisien en première puis en deuxième couronne. Faute d'emplois à Paris, faute de logements aussi, les

La capitale se vide

► ÉVOLUTION DE L'EMPLOI SALARIÉ PRIVÉ en indices, base 100 = valeur de 2000



salariés sont repoussés de plus en plus loin. Et leurs conditions de vie s'en ressentent fortement : les 25-40 ans, en couple, avec deux enfants et deux voitures (bien obligés !), doivent consacrer la moitié de leurs revenus à leur appartement et aux transports, deux dépenses en forte progression. Voilà pour quoi Paris n'attire plus les jeunes de province : ils n'ont plus les moyens d'y vivre.

Conséquence annexe : les distances entre le logement et l'emploi s'allongent, car les couples ne trouvent malheureusement pas facilement deux emplois côte à côte ni un logement à proximité. Ces ménages modestes, « captifs de l'automobile », font des kilomètres main et soir. Ces « *amateurs anti-écologiques* », se moque Laurent Davezies, polluent l'at-

mosphère. Leur CO₂ passe, lui, le périple. Ils réduisent à néant les valeureux efforts des Verts parisiens « pour figer la ville et la vider de ses entreprises », politique malthusienne hélas soutenue par le maire socialiste.

Ce déclin économique de l'Ile-de-France devrait être le sujet principal des élections municipales de mars prochain. Mais « *il arrange les élus de la région* », selon Laurent Davezies. Les municipalités de banlieue héritent des emplois expulsés et des taxes professionnelles afférentes. Quant aux bobos, privilégiés habitants de Paris, « *ils sont heureux que la mairie s'occupe plus d'eux que de la santé du capitalisme local* ». Laissez les « *pro-jets* » des candidats à la mairie : ils parlent de crèches, de transports propres, de sport, de sécurité... bref des agréments d'une ville-musée.

Soyons justes : le sujet commence à faire surface par le biais de l'idée du « *Grand Paris* » posée par Nicolas Sarkozy ou celle de « *communauté d'agglomération* » avancée par Bertrand Delanoë. Chacun prend conscience que les divisions communales et les strates administratives empêchent toute vision d'ensemble économique ou même écologique.

La solution devrait être radicale, tant il y a urgence. Aucune région-capitale au monde ne perd ses emplois comme celle de Paris, aveuglée par son passé brillant, mal gouvernée, fragmentée dans ses égoïsmes, empêchée de s'inscrire résolument dans la compétition mondiale des métropoles du XXI^e siècle. ■